

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 Montpellier

Montpellier, le 27/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS PARC EOLIEN DE ROC DE L'AYRE (1)

EDF EN
35 boulevard de verdun
34500 Béziers

Références : -
Code AIOT : 0006606061

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/11/2025 dans l'établissement SAS PARC EOLIEN DE ROC DE L'AYRE (1) implanté Lieu-dit Roc de l'Ayre (1) 34330 Fraisse-sur-Agout. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS PARC EOLIEN DE ROC DE L'AYRE (1)
- Lieu-dit Roc de l'Ayre (1) 34330 Fraisse-sur-Agout
- Code AIOT : 0006606061
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SAS Parc éolien de Roc de l'Ayre, filiale d'EDF Renouvelables France exploite depuis 2013 les 2 parcs éoliens de Roc de l'Ayre situés sur la commune de Fraisse-sur-Agout (34), dans le Parc Naturel Régional du Haut-Languedoc.

Ces 2 parcs disposent d'un permis de construire (PC) délivré par arrêté préfectoral du 30/08/2006 à la société SIIF ENERGIES France et transféré à la SAS Parc Eolien du Roc de l'Ayre par arrêté du 27/08/12.

Le parc Roc de l'Ayre 1 est composé de 2 éoliennes. Son numéro AIOT est : 0006606061
Le parc Roc de l'Ayre 2 est composé de 3 éoliennes. Son numéro AIOT est : 0006605586

Les éoliennes sont numérotées de E6 à E10. Leur puissance unitaire est de 2,3 MW. Leur hauteur en bout de pale est de 64 mètres et le diamètre de leur rotor est de 71 mètres.

Des mesures de bridage en faveur des chiroptères sont mises en place sur ces 2 parcs depuis 2023.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18. I	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18. II	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
3	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
4	Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet
7	Biodiversité	AP Complémentaire du 24/11/2023, article 2.1.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra indiquer les suites à donner aux conclusions formulées par son bureau d'études lors du suivi de 2024.

L'exploitant devra également transmettre le rapport et les justificatifs des opérations de maintenance et des contrôles de sécurité des installations demandés au cours de l'Inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thème(s) : Autre, Registre de maintenance
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
Constats : Avant l'inspection, l'exploitant nous a transmis en date du 18/11/2025 les différents rapports de maintenance sur 4 des machines des parcs éoliens de Roc de l'Ayre 1 (783494) et 2 (783492, 783495 et 783496) réalisés en 2025. Seul le rapport concernant la Master maintenance de l'éolienne 783493 est manquant. Lors des visites semestrielles opérées sur les différentes éoliennes, le turbinier indique les différentes défaillances. Suite à ces visites, le turbinier recense les différentes opérations correctives sur le Service Information Portail (SIP) auquel l'exploitant a accès.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans un délai d'un mois, l'exploitant transmettra à l'inspection le rapport de la Master maintenance opérée sur l'éolienne 783493 pour l'année 2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Autre, Accès au site
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats :

<p>Il a pu être constaté que l'accès à l'éolienne E7 (Roc de l'Ayre 1) et l'éolienne E9 (Roc de l'Ayre 2) était bien fermé à clé.</p> <p>Il n'a pas été vérifié l'accès aux autres éoliennes ni au poste de livraison.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Autre, Intérieur des éoliennes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a pu être constaté que l'intérieur de l'éolienne E7 (Roc de l'Ayre 1) et de l'éolienne E9 (Roc de l'Ayre 2) était maintenu propre.</p> <p>L'intérieur des autres éoliennes n'a pas été vérifié.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Autre, Moyens de lutte contre un incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a pu être constaté que l'éolienne E7 (Roc de l'Ayre 1) et l'éolienne E9 (Roc de l'Ayre 2) disposaient toutes les deux d'un extincteur au pied de l'éolienne qui a été contrôlé en juin 2025. Le sommet de ces éoliennes ainsi que l'intérieur des autres éoliennes n'ont pas été vérifiés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18. I
Thème(s) : Autre, Contrôle des fixations
Prescription contrôlée : <p>I. Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.</p>
Constats : <p>L'exploitant indique que le contrôle de l'ensemble des brides est opéré au moment de la Master Maintenance (sous l'appellation de « points d'ancrage » dans le rapport) une fois par an.</p> <p>L'exploitant a transmis les rapports de contrôle de 4 des machines des parcs éoliens de Roc de l'Ayre 1 (783494) et 2 (783492, 783495 et 783496) réalisés en 2025. Seul le rapport concernant la Master maintenance de l'éolienne 783493 est manquant.</p> <p>La Master maintenance sur les éoliennes de Roc de l'Ayre 1 et 2 s'est déroulée le 30 janvier 2025, le 5 mars 2025, le 4 avril 2025, le 24 juillet 2025.</p> <p>Il indique au cours de l'inspection qu'il n'y a pas de nécessité de réparation particulière sur les brides.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Dans un délai d'un mois, l'exploitant transmettra à l'inspection le rapport de la Master maintenance opérée sur l'éolienne 783493 pour l'année 2025.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18. II
Thème(s) : Autre, Contrôle des pales
Prescription contrôlée : <p>II. Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du</p>

présent arrêté.

Constats :

L'exploitant nous a transmis en date du 18/11/2025 les rapports de contrôle des pâles opéré en février 2025 pour les 5 éoliennes, ainsi que les autres contrôles réglementaires (Master maintenance) sur 4 machines des parcs éoliens de Roc de l'Ayre 1 (783493 et 783494) et 2 (783492, 783495 et 783496) réalisés en 2025.

Lors de l'envoi, le rapport de contrôle de l'éolienne 783493 était manquant.

L'exploitant a également transmis un fichier Excel indiquant les différentes remarques faites lors de l'inspection des pales par Enercon, et les suites à donner à ces constats.

Il nous indique au cours de l'inspection qu'il n'y a pas de nécessité de changement ou de réparation sur les pâles, aucune marque d'érosion n'ayant été constatée.

L'exploitant n'a pas transmis de rapports de contrôle visuel des pâles 6 mois après le contrôle de février 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai d'un mois, l'exploitant transmettra le rapport de contrôle de l'éolienne 783493 de l'année 2025 ainsi que les rapports de contrôle visuel des pâles 6 mois après le contrôle de février 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Biodiversité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/11/2023, article 2.1.2

Thème(s) : Autre, Mise en place d'un plan de bridage chiroptères

Prescription contrôlée :

Un plan de bridage qui consiste à arrêter la rotation des pales (mise en drapeau) de toutes les éoliennes du parc selon certains paramètres est mis en œuvre. Lorsque les éoliennes sont à l'arrêt (mises en drapeau), les pales sont mises dans une position qui les maintiennent à l'arrêt dans toutes les conditions de vent.

Le plan de bridage est déterminé par :

une ou plusieurs périodes,

pour chaque période une température et une vitesse de vent (mesurées à hauteur de nacelle).

Pour chaque période entre le coucher du soleil et le lever du soleil, les éoliennes sont mises à l'arrêt lorsque la température est supérieure à la température définie pour la plage, et la vitesse de vent est inférieure à la vitesse définie pour la plage.(...)

Le plan de bridage est opérationnel dans un délai de 2 mois à compter de la signature du présent

arrêté.
Constats : Lors de l'inspection en salle, l'exploitant nous a présenté le bridage mis en place sur le SCADA. Le plan de bridage prévu par l'arrêté est bien respecté.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Si l'exploitant souhaite mettre en place un nouveau plan de bridage suite aux conclusions apportées dans le rapport 2024, il devra remettre préalablement à l'inspection un porter à connaissance en ce sens en vue de modifier les modalités du bridage fixées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 24/11/23.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Autre, Rapport de suivi environnemental et déclaration sur DEPOBIO
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de " dépôt légal de données de biodiversité " créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.</p> <p>/.../</p>

Constats :

Les parcs éoliens de Roc de l'Ayre 1 et 2 ont été mis en service le 1er janvier 2013. De ce fait, un suivi de la mortalité a été réalisé en 2015. Le suivi environnemental des 10 ans d'exploitation du parc éolien a été réalisé en 2022.

Depuis l'année 2024, un nouveau plan de bridage en faveur des chiroptères est effectif sur le parc pour des vitesses de vent inférieures à 3 m/s en avril et du 1er au 15 novembre, inférieures à 5 m/s en mai et du 16 juillet au 30 septembre, inférieures à 4,5 m/s du 1er juin au 15 juillet et en octobre, et des températures supérieures à 10°C du 01/04 au 15/11.

Le 21 octobre 2025, l'exploitant a transmis à l'Inspection le rapport de suivi environnemental 2024 rédigé par le bureau d'études EXEN, le suivi du comportement des rapaces, imposé par l'article 2.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 24/11/23, ainsi que le certificat DEPOBIO mis à jour.

Le suivi s'est déroulé de début janvier 2024 à mi-mars 2025, en doublant les passages en période plus à risques pour les chauves-souris notamment (entre août et mi-novembre). Durant ces 14 mois de suivi (77 passages), 1 cas de mortalité de chauve-souris et 7 cas de mortalités d'oiseaux (dont 4 plumées) ont été découverts.

Le parc se situe en lisière de massif forestier, limitant donc la prospection et ce, de manière variable entre les machines des deux parcs éoliens. En moyenne, 53 % du parc a été prospecté en 2024/2025 lors du suivi. Dans un souci de finesse pour les résultats, le bureau d'étude a calculé la surface pour les deux SAS, soit 0.58 et 0.48. L'écart vient par exemple de E5, qui est prospectable à plus de 90 % de par sa localisation géographique et l'absence de massif forestier dans la zone de prospection. Les biais liés à la prospection sont pris en compte dans les calculs de mortalité estimée.

Concernant la mortalité des 2 rapaces, l'exploitant indique qu'aucune action corrective n'a été prévue de leur côté, l'oiseau a été emmené vivant en centre de soin et que la mise en place d'un système SDA serait probablement disproportionné.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-Dans un délai d'un mois, l'exploitant devra nous indiquer les suites données aux conclusions du suivi 2024 formulées par le bureau d'études.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois